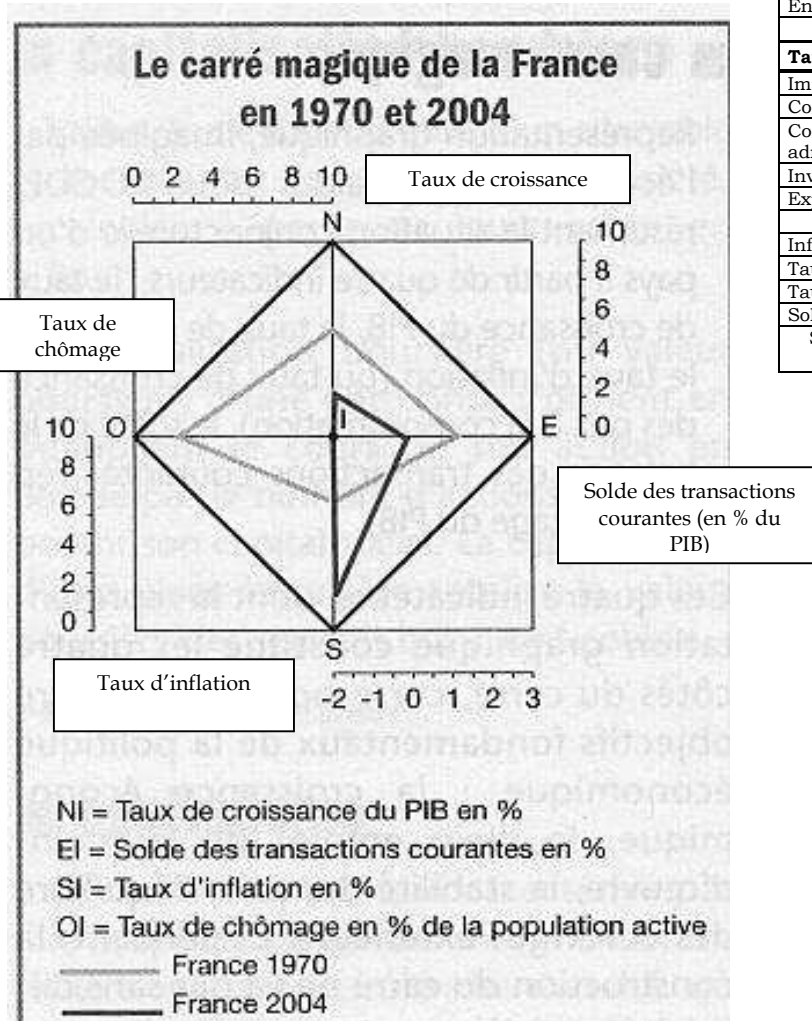


A) Une représentation de la situation économique d'un pays : le carré magique

Le but des politiques économiques conjoncturelles est d'atteindre le taux de croissance le plus élevé possible et le taux de chômage le plus faible dans le respect de certains équilibres fondamentaux : la stabilité des prix (équilibre interne) ; ne pas trop s'éloigner de l'équilibre de la balance courante (équilibre externe).

La situation d'un pays peut donc être « résumée » à l'aide d'un « carré magique » comportant quatre axes sur lesquels sont placés les variables liées à l'activité économique (**taux de croissance** et **taux de chômage**) et celles liées aux équilibres (**taux d'inflation** et **solde la balance courante**, en % du PIB). Relier ces différents points permet de faire apparaître une surface qui est d'autant plus importante que la situation du pays est « bonne ». Le « carré magique » permet donc de comparer d'un coup d'œil la situation du pays au cours du temps (ou la situation de plusieurs pays à la même date).

Document 1, Le carré magique (élaboré par l'économiste N. Kaldor)



Document 2, La situation macroéconomique de la France de 2006 à 2010 (Prévisions)

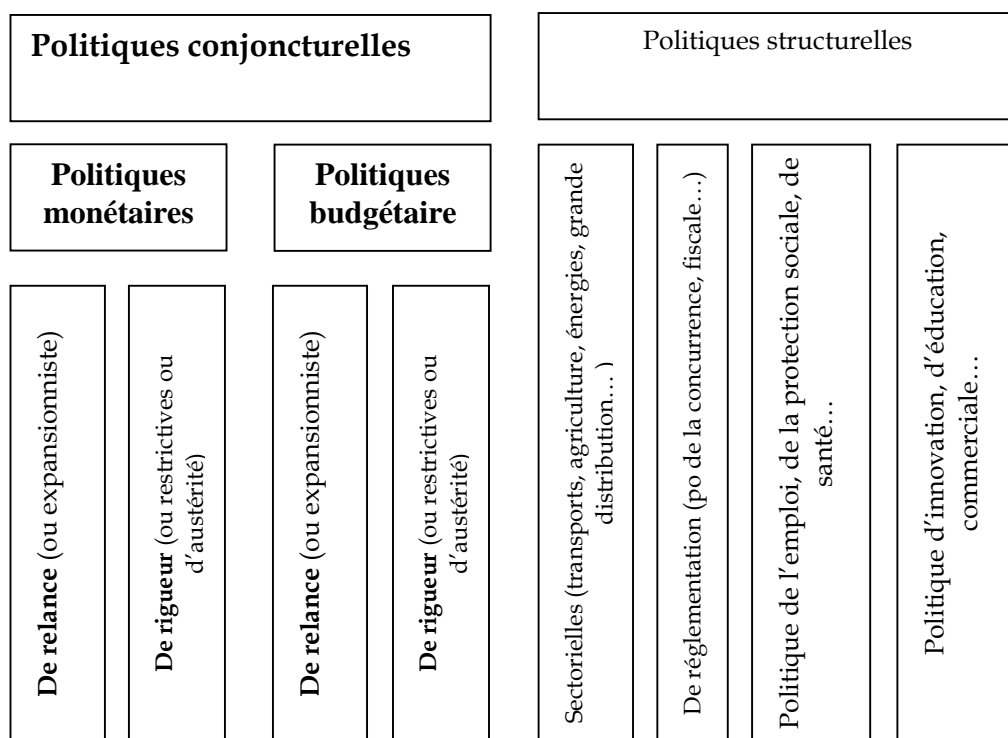
Résumé de la prévision pour la (France)					
En %, moyenne annuelle					
	2006	2007	2008	2009	2010
Taux de croissance du PIB	2,4	2,1	0,7	-2,3	-0,2
Importations	6,5	5,9	2,0	-5,1	0,0
Consommation des ménages	2,5	2,5	1,3	0,5	0,8
Consommation des administrations	1,4	1,3	1,6	2,5	1,9
Investissement total	5,0	4,9	0,3	-6,8	-4,8
Exportations	5,6	3,2	1,1	-7,7	-0,2
Autres indicateurs					
Inflation (IPC)	1,3	2,3	1,8	0,9	1,1
Taux d'épargne (en % RdB)	15,1	15,8	15,6	16,3	16,8
Taux de chômage	8,8	8,0	7,4	9,1	10,2
Solde public (en % du PIB)	-2,4	-2,7	-3,4	-6,1	-7,2

Sources : INSEE, compte trimestriels ; OFCE, prévisions e-mod.fr pour 2009 et 2010.

in REVUE DE L'OFCE • 109 • AVRIL 2009

1. A l'aide des données du document 2, tracez le carré magique pour 2008 (on peut évaluer le solde des transactions courantes à env. -2,5% du PIB, [-48,2 milliards d'€ de déficit, PIB ≈ 1950 milliards d'€]).
2. En quelle année la conjoncture de la France a-t-elle été la meilleure ? La pire ? Quelles variables en sont responsable ?
3. En comparant les formes successives prises par les « losanges » tracés, pouvez-vous d'ores et déjà mettre en évidence des compatibilités et incompatibilités entre les 4 variables du carré magique ?
4. Pour au moins une d'entre elles, réalisez un schéma d'implication explicatif.

B) Les politiques économiques conjoncturelles



Les **POLITIQUES ECONOMIQUES** désignent l'ensemble des décisions et mesures prises par les pouvoirs publics afin d'atteindre, via des instruments d'action, certains objectifs définis par le gouvernement. Il existe une grande variété de politiques économiques (mais aussi **sociales** : mesures visant à agir sur les inégalités et l'accès aux B&S jugés indispensables).

Au sein des politiques économiques, les économistes distinguent les politiques **CONJONCTURELLES** des politiques **structurelles**. Les politiques conjoncturelles recouvrent les mesures mises en œuvre par les pouvoirs publics afin d'agir à court terme sur la situation économique (qu'on appelle la conjoncture économique) d'un pays afin d'atteindre les objectifs jugés souhaitables pour la bonne marche économique d'un pays (faible taux de chômage, faible taux d'inflation, taux de croissance élevé, balance commerciale excédentaire notamment, cf. « Carré magique »). Il existe 2 grandes familles de politiques conjoncturelles : les politiques monétaires qui agissent par le biais de la création/restriction de monnaie et les politiques budgétaires qui agissent par le biais des dépenses/recettes publiques.

TOUTES les politiques conjoncturelles peuvent viser la relance ou la rigueur selon le sens dans lequel les pouvoirs publics font jouer les instruments monétaires ou budgétaires.

	De relance	De rigueur
Monétaire	Objif : relancer-stimuler la croissance et l'emploi Moyen : Banque Centrale baisse son taux directeur Effets pervers : tensions inflationnistes	Objif : ralentir le taux d'inflation pour restaurer la compétitivité-prix Moyen : Banque Centrale accroît son taux directeur Effets pervers : ralentissement de la croissance, ↑ chômage
Budgétaire	Objif : relancer-stimuler la croissance et l'emploi Moyens : ↑ dépenses publiques (création d'emplois publics, relèvement des bas revenus, recours au déficit budgétaire), baisses d'impôts. Effets pervers : <u>contrainte extérieure</u> ¹ , si déficit public endettement coûteux pour l'Etat.	Objif : ralentir la croissance jugée inflationniste, réduire le déficit budgétaire. Moyens : hausse des impôts, réduction des dépenses publiques, équilibre voire excédent budgétaire Effets pervers : déprime la consommation et l'investissement
Objectif intermédiaire	Stimuler la demande globale (investissement et consommation)	<u>Désinflation</u> (ralentissement du taux d'inflation qui reste positif cependant, si taux d'inflation <0, on parle alors de <u>déflation</u>), modération salariale.

¹ Influence des échanges extérieurs (M° surtout) d'un pays engendrant une limitation des marges de manœuvre de la politique économique nationale : la plus connue est l'inefficacité relative d'une politique budgétaire de relance en économie ouverte : l'effet relance est amoindri par les fuites à travers la demande de produits importés : dégradation du solde commercial et déficit budgétaire.

C) De nombreuses interdépendances en économie ouverte

La difficulté est que les objectifs économiques sont souvent **incompatibles et contradictoires**. En fixant une priorité à la croissance et l'emploi, on risque de provoquer un surcroît d'inflation, et inversement. La politique économique conjoncturelle se trouve ainsi souvent confrontée à des **dilemmes** qui imposent des **choix (arbitrages et dosages)** qui seront différents selon les gouvernements (Quel est l'objectif prioritaire : un faible taux d'inflation ou l'emploi ?).

Politiques monétaires et budgétaires sont presque toujours combinées pour accroître les effets ou limiter les effets négatifs. Dans les années 1980, aux USA par exemple, a été menée une politique mixte (*policy mix* qui combine la relance et la rigueur, levier monétaire et budgétaire) sous la présidence de Ronald Reagan qui a consisté à accroître les dépenses militaires et baisser les impôts [relance/rigueur/budgétaire/monétaire], mais en même temps à maintenir des taux d'intérêt élevés [relance/rigueur/budgétaire/monétaire]. On retrouve un autre *policy mix* dans les années 1990 sous la présidence de Bill Clinton : excédent budgétaire [relance/rigueur/budgétaire/monétaire] et politique des taux laxiste [relance/rigueur/budgétaire/monétaire].

⊗ Croissance et Emploi sont 2 variables qui sont corrélées positivement, ainsi que Inflation et Solde du commerce extérieur (X-M). En effet, un fort taux de croissance du PIB sera créateur d'emplois et un faible taux de chômage favorise une croissance soutenue par la consommation des ménages ; alors que l'inflation dégrade la compétitivité-prix des exportations et encourage les consommateurs à consommer des produits importés (moins chers) ce qui dégrade le solde commerciale et inversement.

⊗ En revanche croissance et inflation sont en tension, ainsi que chômage et inflation : une forte croissance est inflationniste. En effet, elle entraîne des décalages d'ajustement entre offres et demandes qui impliquent souvent de l'inflation (>5%). Réciproquement, une inflation trop faible (1 à 2%) ne permet pas une croissance soutenue : la faible inflation est souvent la conséquence de taux d'intérêt élevés qui freinent le crédit et donc l'investissement et la consommation. Les économistes distinguent 2 grands mécanismes inflationnistes :

- L'inflation par la demande : si la demande augmente subitement, la pression sur l'offre ($D > O$) permet aux producteurs d'accroître leurs prix.
- L'inflation par les coûts : Si les salaires ou le prix des matières premières augmentent subitement, les coûts de production augmentent aussi ce qui réduit la marge bénéficiaire des producteurs sauf s'ils augmentent leurs prix en conséquence. Mais ce faisant le pouvoir d'achat des salariés est amoindri, ces-derniers revendiquent des rattrapages de salaires et la boucle reprend (d'autant plus si le plein-emploi est atteint). C'est pourquoi en France en 1983, le gouvernement socialiste de Pierre Mauroy a décidé de supprimer **l'indexation des salaires aux prix** (inflation à 2 chiffres !). Il s'agissait d'un mécanisme automatique de rattrapage des prix par les salaires afin de garantir la stabilité du pouvoir d'achat. Cette mesure a permis de stopper l'inflation, elle a ainsi participé d'une politique dite de **désinflation compétitive** (baisse du coût du travail pour ralentir le taux d'inflation et ainsi gagner en compétitivité-prix). C'est à partir de cette date qu'on a vu la part des salaires dans la valeur ajoutée décroître (aujourd'hui partage VA \approx 1/3 profit, 2/3 salaires).

- 1) Reprenez le carré magique et caractérisez la situation de l'économie française en 2008.
- 2) Quelle type de politique économique pourrait permettre d'améliorer la situation économique ?
- 3) Quelles seraient les conséquences négatives (effets pervers) d'une telle politique ?
- 4) Peut-on atteindre tous les objectifs en même temps ? Expliquez.
- 5) Que peut-on en conclure à propos de la conduite des politiques économiques ?

Document 3, Récapitulatif

Une politique de relance permet de soutenir la demande intérieure et donc de réaliser une croissance plus élevée et une baisse du taux de chômage ; mais la hausse de la demande peut dégénérer des tensions inflationnistes si la production n'augmente pas suffisamment, et une partie de la demande peut se porter sur les importations, ce qui déséquilibre la balance courante.

Inversement, une politique de rigueur permet, en ralentissant la demande intérieure, de lutter contre les tensions inflationnistes et d'améliorer le solde de la balance courante en restaurant la compétitivité-prix (puisque les prix des biens et services produits sur le territoire augmentent moins vite) ; mais la contraction de la demande globale va freiner la croissance et faire augmenter le chômage.

Recopiez et complétez le tableau récapitulatif ci-dessous.

	Politique de relance (ou politique expansive)	Politique de rigueur (ou politique restrictive)
Effets positifs		
Effets négatifs		